



27 Boulevard Saint Martin – 75003 PARIS
Site : <http://www.sitecommunistes.org>
Hebdo : communistes-hebdo@sitecommunistes.org
Courriel : communistes@sitecommunistes.org

15/01/2024

Résumé des questions économiques et sociales.

n° 157 semaine 15 janvier 2024

CRUAS (ARDECHE) : LA GRÈVE BLOQUE LE REDÉMARRAGE D'UN RÉACTEUR !

Des grévistes de la centrale nucléaire EDF de Cruas, dans le sud de la France, empêchent le redémarrage de l'unité 2 d'une capacité de 915 MW, a déclaré mercredi un responsable du syndicat CGT.

Un mouvement social, portant sur les salaires, a empêché son redémarrage à la date prévue vendredi dernier, a déclaré le responsable CGT à Cruas. Le réacteur est à l'arrêt depuis le 23 septembre pour des travaux de maintenance.

Selon EDF, le redémarrage du réacteur est actuellement attendu à 23h00 ce vendredi.

Toutefois, « c'est très improbable » que l'unité redémarre vendredi comme prévu en raison des grèves.

RÉGION PACA : GRÈVE DES T.E.R CONTRE LA PRIVATISATION MISE EN ŒUVRE PAR MUSELIER!

100% des conducteurs en grève dans les Alpes-Maritimes. L'annonce faite par la CGT Cheminots laisse peu de doute quant au niveau de perturbation du trafic ferroviaire en région PACA lundi 8 et mardi 9 janvier.

On comprends pourquoi Muselier est fortement contrarié face à l'action des cheminots, démasqué d'avoir trouvé de l'argent des contribuables pour le privé après l'avoir refusé pour le service public !

Les usagers n'ont pas à payer les choix politiques du conseil régional : le choix d'avoir mis en avant la concurrence et d'avoir privatisé le transport ferroviaire alors que partout ailleurs en Europe ils sont en train de renationaliser tellement ça ne fonctionne pas.

Car c'est bien le cœur des revendications des grévistes, réunis en intersyndicale (CGT-CFDT-Sud-Rail et FO) : ils protestent contre l'arrivée d'une filiale de la SNCF et de la concurrence privée Transdev en 2025.

Ces choix stratégiques entraînent, une productivité à outrance : "moins de cheminots dans les gares, et ceux qui restent, à bord du train notamment, doivent faire le boulot de ceux qui ne sont plus là. Il y a des démissions, des fautes qui entraînent des sanctions" regrette Olivier Gaumet de la CGT. "La sécurité des trains et la sûreté à bord et dans les gares, c'est une vraie responsabilité, les voyageurs ne doivent pas être mis en danger".

Le responsable de la CGT affirme qu'à plusieurs reprises, en amont de la grève, l'intersyndicale a demandé à la SNCF des rendez-vous tripartites avec la région, refusés par cette dernière.

"Oui la grève va gêner des usagers, mais on veut transporter les gens dans de bonnes conditions" poursuit-il.

BORDEAUX RÉFORME DES RETRAITES : les militants CGT bordelais accusés de coupures de courant relaxés

Deux militants de la CGT, accusés d'être les auteurs de coupures d'électricité en marge d'une manifestation contre la réforme des retraites le 23 mars 2023 à Bordeaux, ont été relaxés mardi par le tribunal correctionnel de Bordeaux, en soulignant qu'aucune dégradation n'avait été commise au moment de couper l'alimentation. C'est une victoire contre la répression quand on connaît l'acharnement du pouvoir et du patronat à faire payer les militants de classe qui ont mené la lutte contre la réforme des retraites. rappelons que le secrétaire général de la Fédération Mines-Énergie de la CGT est sous le coup d'une procédure judiciaire tandis que plus d'un millier de militants sont mis en cause.

«La juge a dû analyser si le fait d'être sanctionné n'atteignait pas de façon trop importante le droit de grève. C'est une victoire pour la CGT, mais aussi les syndicats et les citoyens», a réagi M^{ce} Magali Bisiau, l'avocate de la défense. Une opinion partagée par Christophe Garcia, secrétaire départemental de la CGT Énergie, qui espère que

sa relaxe rendra caduque la procédure disciplinaire dont il est l'objet.

Cette relaxe montre qu'il est possible de renvoyer le pouvoir et le patronat dans les cordes et doit nous encourager à mener partout la lutte contre la répression.

RASSEMBLEMENT À BOURGES CONTRE LA RÉPRESSION ANTI-CGT

Près de 200 syndicalistes CGT ont manifesté devant le tribunal correctionnel de Bourges avant la comparution de cinq militants de l'Union locale CGT de Saint-Florent-sur-Cher.

Dans un cadre global de répression anti-CGT tous azimuts et post-mobilisation contre la réforme des retraites, ces militants CGT sont poursuivis *« pour dégradation de bien destiné à l'utilité publique et entrave à la circulation, en mars 2023, lors d'une manifestation contre la réforme des retraites. »*

Les motifs ridicules et cette intimidation d'État qui ne dit pas son nom ont déjà conduit à l'audition des militants CGT en gendarmerie à la mi-mai de cette année après une plainte de la Direction interdépartementale des routes Centre-Ouest (Dirco).

Pour la CGT du Cher, *“l'action syndicale doit être reconnue et non combattue. Nous demandons l'amnistie pour nos camarades et l'arrêt de la répression contre les militants, il y en a plus d'un millier devant les tribunaux, ce sont des syndicalistes et non pas des voyous.”*

NON À LA LIQUIDATION DES ORGANISMES DE RECHERCHE ET À LA LIBÉRALISATION DES UNIVERSITÉS

Dans ses annonces concernant la recherche et l'enseignement supérieur, Le Président de la République a enfoncé le clou d'une politique dite d'autonomie des Universités et de mise sous tutelle par ses dernières des grands organismes de recherche. Il s'agit d'accentuer encore une politique de contrats dont la finalité est d'accompagner les besoins de recherche du patronat pour figurer dans la compétition internationale aux profits. Sur fond d'une stagnation des crédits de recherche, il s'agit aussi de remettre en cause les statuts de fonctionnaires des personnels, les salaires à la tête du client et d'accroître la précarité.

Selon les syndicats CGT du secteur : *"Cette annonce est une véritable déclaration de guerre à l'égard de l'ensemble des personnels: des organismes de recherche et des universités !"* Rappelons que la Loi de Programmation de la Recherche (LPR) de 2020, a déjà introduit de nouveaux contrats précaires (chaires de professeurs juniors, CDI de mission scientifique) et nouveaux systèmes de primes.

La CGT Ferc-Sup et le SNTRS-CGT : *" appellent les personnels de l'ESR à réaffirmer leur exigence de sortir du carcan des appels à projets indissociable de la précarité des emplois, et de doter la recherche publique des moyens nécessaires, tant en emplois de titulaires qu'en crédits récurrents, à son développement au compte de toute la société."*

LOI IMMIGRATION : La riposte s'organise

Dénoncée par l'ensemble des organisations syndicales et étudiantes, les ONG, les associations de défense des droits des étrangères ainsi que la Défenseure de droits, la Loi Immigration de G. Darmanin a été adoptée par le Parlement, par les parlementaires de la majorité présidentielle, LR et le RN, main dans la main. Cette loi xénophobe vise à instaurer une multitude de dispositions législatives contre les immigrés.: Remise en cause du droit du sol pour les enfants nés en France de parents étrangers, facilitation des refus et retraits des titres de séjour, délai de 5 ans requis pour le droit de perception des allocations familiales et des aides personnalisées au logement pour les étrangers non-européens qui ne travaillent pas, contre trente mois pour les autres, pouvoir discrétionnaire pour les préfets de régularisation des travailleuses et travailleurs sans-papiers dans les métiers dits“en tension”.

La CGT appelle le monde du travail à se mobiliser massivement et à faire de la journée du 21 janvier une puissante journée de manifestation. De nombreux appels circulent dans les entreprises et la lutte des travailleurs sans-papiers pour leur régularisation n'en prend que plus de relief.

Des de la CGT se sont également vivement indignées du vote de la loi Immigration et, à l'image de la déclaration de la Fédération nationale des Industries Chimiques CGT, rappelé que : *« Après le passage en force des retraites, Macron nous montre une fois encore son visage, un banquier au service de la classe bourgeoise, qui agite les questions identitaires pour mieux faire oublier la guerre de classes que nous subissons.*

Nous le répétons : il n'y a pas de différence de nature entre Macron et Le Pen et nous nous félicitons, en 2017, comme en 2022, de n'avoir pas appelé à voter Macron « pour faire barrage à l'extrême droite », car l'extrême droite n'est pas un parti mais une orientation politique dans laquelle il est aujourd'hui clair que ce gouvernement se vautre.

C'est par la mobilisation dans les entreprises et par une stratégie de luttes radicales au niveau interprofessionnel, que les travailleuses et travailleurs de ce pays pourront se sortir de cette dérive, toujours plus droitière, de la politique économique et sociale au service des patrons ! »

CHU de NANTES : Les urgences en grande difficulté

La presse et la télévision se sont fait l'écho, ces derniers jours, de décès aux urgences du CHU de NANTES et tout particulièrement d'un décès qui a eu lieu le 2 janvier 2024 dans la file d'attente sur un brancard. Ce décès intervient dans un contexte de graves tensions à l'hôpital, graves tensions liées à la suppression des lits d'hospitalisation entraînant dans ces conditions des délais de prise en charge des patients qui se rallongent avec cette notion de perte de chance de plus en plus prégnante et des files d'attente dans les services d'urgences faute de pouvoir trouver un lit pour hospitaliser les patients.

Dans un courrier à la direction, la CGT du CHU demande **des précisions quant aux circonstances de ce décès dans la file d'attente dans ce contexte de très forte activité aux urgences de NANTES et ce au plus fort niveau de passages aux urgences sur 24h (280 patients).**

Ces situations des urgences engorgées sont une déshumanisation de la prise en charge des usagers. Elle ne peuvent être banalisées et devenir le quotidien des patients et des soignants et pourtant, nous la rapportons régulièrement ici, c'est le lot dans de nombreux services des urgences en France. Cette situation n'a rien de fatale, elle est le résultat d'une politique de santé qui détruit le service public en mettant en danger ceux qui en ont besoin et y font appel.

De longue date la CGT du CHU exige : "**des mesures pérennes pour éviter ces situations et répondre aux besoins des usagers dans des délais raisonnables ; pour sécuriser la prise en charge des patients ; pour préserver la santé physique et psychique des professionnels mis à l'épreuve au quotidien !**"

GRÈVE À LA CENTRALE NUCLÉAIRE DE PENLY

Les travailleurs de la centrale nucléaire de Penly, près de Dieppe en Seine-Maritime, étaient en grève le jeudi 21 décembre pour exiger l'augmentation des salaires. Dès le matin, la grève, avec piquet de grève et baisse de production d'électricité, et les actions des grévistes ont entraîné le ralentissement de la circulation au niveau de la RD 925.

« Il s'agit d'un mouvement qui porte sur les salaires, » explique la CGT, citée par la presse : « *Les négociations au niveau de la branche n'ont pas permis de compenser l'inflation, donc il faut aller négocier au sein de l'entreprise. Nous avons rendez-vous avec les instances jeudi matin à 9 heures. Dès aujourd'hui mercredi la production d'électricité a baissé, et jeudi matin, il y aura un piquet de grève de très bonne heure.* »

POMPIERS EN LUTTE DANS LE MAINE et LOIRE

À Saumur, comme dans d'autres centres de secours du Maine-et-Loire, la colère des sapeurs-pompiers, qui exigent des moyens, humains et matériels, notamment en termes de bâtiments, ne redescend pas. Alors que le vote du budget du département a été reporté au 26 mars prochain, le mouvement social se poursuit et pourrait faire tache d'huile.

Des actions ponctuelles ciblées pourraient être organisées d'ici au 26 mars. « *Nous prévoyons de montrer aux élus combien nous avons besoin de moyens. Nous devons être entendus pour préparer l'avenir. Le budget doit prendre en compte ces besoins* », explique Damien Bertaud, représentant syndical CGT du centre de secours de Saumur, cité par la presse.

GRÈVE DES ENSEIGNANTS EN FÉVRIER

Les syndicats FSU, FNEC FP-FO, CGT Educ'Action et SUD éducation ont annoncé une **grève du personnel éducatif en France le jeudi 1er février 2024**. Cette grève **concerne les enseignants, AESH et autres personnels éducatifs**, exigeant la revalorisation salariale, l'abandon du Pacte et de la réforme du lycée professionnel, ainsi que l'arrêt des suppressions de postes.

Les raisons de la mobilisation incluent la crise de recrutement due à des salaires peu attractifs, le rejet des mesures actuelles jugées insuffisantes ou sources de division, et l'opposition à une gestion jugée plus managériale de l'éducation. Les syndicats revendiquent des augmentations salariales significatives, la défense de l'enseignement spécialisé, un meilleur statut et salaire pour les AESH, et l'arrêt des réformes sans concertation prenant en compte les revendications du personnel.

VALDUNES : Europlasma se positionne pour reprendre la forge, l'usine toujours sans solution

À la surprise des salariés, c'est finalement le site de Leffrinckoucke qui a reçu une offre de reprise par le français Europlasma. Personne ne s'est encore positionné pour l'usine de Trith-Saint-Léger, qui représente trois quarts des emplois de l'entreprise. Une journée de mobilisation est prévue le 17 janvier à Lille.

Europlasma, entreprise française active dans le domaine de l'armement, a déposé une offre de reprise pour la forge de Valdunes, située à Leffrinckoucke. Mais aucune offre n'a été formulée pour l'usine de Trith-Saint-Léger, près

de Valenciennes, où travaillent les trois quarts des 320 salariés du dernier fabricant de roues et d'essieux de trains de France.

L'ÉLECTRICITÉ ENCORE PLUS CHÈRE

Alors que le gouvernement promet une "*protection permanente*" sur les prix de l'électricité, le nouveau calcul des factures, prévu par EDF, va en réalité coûter plus cher.

Un nouveau montant et une nouvelle méthode de calcul pour les prix de l'électricité. Après des mois de négociation, le gouvernement est finalement parvenu à trouver un accord avec le seul producteur/distributeur d'électricité en France, EDF. Un accord qui s'annonce comme une nouvelle augmentation des factures pour les ménages, alors que les foyers ont déjà subi une hausse des prix de l'électricité de 25% au cours de l'année 2023 et qu'une nouvelle augmentation de 10% est attendue en février 2024. Des raisons de continuer l'action de pétition contre les hausses des tarifs et de mener la lutte pour l'augmentation des salaires

Électricité : Les travailleurs ne paieront pas les profits des entreprises capitalistes

SIGNEZ ET FAITES SIGNER LA PÉTITION:

<https://www.leslignesbougent.org/petitions/electricite-les-travailleurs-ne-paieront-pas-les-profits-des-entreprises-capitalistes-15181/#formulaire>

PRIVÉS de CHÔMAGE POUR REFUS DE CDI

Depuis le 1er janvier, si un employeur propose à deux reprises un CDI à un salarié en CDD ou en CTT (contrat de travail temporaire), et que celui-ci ne répond pas ou refuse expressément la proposition, le salarié perdra ses droits au chômage. L'employeur a désormais l'obligation d'informer France Travail (ex-Pôle emploi), dans un délai d'un mois.

Le gouvernement lance une plateforme de dénonciation sur le net : Sept minutes pour dénoncer un·e salarié·e. C'est le temps estimé pour remplir un formulaire en ligne et informer France Travail.

L'ADMINISTRATION DOIT SERVIR LES ENTREPRISES

Le chantier de simplification des normes et procédures des entreprises.

Lundi, le ministre de l'Économie Bruno Le Maire a rappelé son attachement à ce projet, qui implique une transformation du rapport entre administration et entreprises. « *L'administration ne doit plus être face aux entrepreneurs, elle doit être avec les entrepreneurs. L'administration ne doit pas sanctionner, elle doit servir* ». Les propos du ministre de l'Économie sont dans la droite ligne de ceux d'Emmanuel Macron, qui a réaffirmé vendredi 5 janvier, lors de la galette de l'Élysée, son engagement pour une « *simplification massive* » pour tous les secteurs économiques. Le Président de la République souhaite pouvoir « *inverser la charge de la preuve* », soit « *se dire que tout ce qui n'est pas explicitement interdit devient autorisé* ».

LES DÉFAILLANCES D'ENTREPRISES EN FORTE AUGMENTATION

55 492 défaillances d'entreprises enregistrées en 2023, informe selon la Banque de France. C'est 34,4% de plus qu'en 2022 (41 297 défaillances). Cette forte hausse est analysée comme « *un mouvement de rattrapage* ». Près de 51 000 entreprises concernées par les défaillances sont des TPE, mais la hausse annuelle a touché toutes les tailles d'entreprises (jusqu'à 111% pour les ETI).

LA VOITURE ÉLECTRIQUE À CENT EUROS PAR MOIS

Agnès Pannier-Runacher, ministre de la Transition énergétique, a dévoilé dans « *La Tribune du dimanche* » de premiers chiffres révélateurs : « *Plus d'un million de connexions ont eu lieu sur la plateforme du dispositif et plus de 80 000 personnes ont demandé à être recontactées* ». La plateforme mon-leasing-electrique.gouv.fr permet à chacun de calculer son éligibilité au dispositif, qui offre la possibilité de louer une voiture électrique pour 100 euros par mois. Pour 2024, l'Etat s'est engagé à aider seulement 25 000 locations. Tout dans la communication...

LA TEMPÊTE SE POURSUIT POUR LES ENSEIGNES DE CHAUSSURES

*Après André ou encore San Marina, c'est au tour de Chaussexpo d'être dans la tourmente. L'entreprise nordiste Desmazières, maison mère de l'enseigne Chaussexpo (750 salariés), vient d'être placée en liquidation judiciaire. Née en 1815, l'entreprise qui compte près de 180 boutiques en France poursuit pendant deux mois et demi son activité dans le but de trouver un éventuel repreneur, selon une information de La Voix du Nord.

Le syndicat CFDT de l'entreprise annonce que le comité social et économique a engagé un cabinet d'avocats spécialisé dans le droit du travail collectif pour accompagner et défendre les salariés, en cas de licenciements ou de reprise... La marque du syndicalisme de cogestion et d'accompagnement surtout pas de leur rapport de force

*Placée en redressement judiciaire en septembre dernier, la marque de chaussures Minelli échappe à la liquidation. Le tribunal de commerce de Marseille a en effet retenu l'offre portée par la marque de mode Mes Demoiselles Paris, associée aux investisseurs DS Invest et Union Brothers. Les repreneurs ne conservent qu'un tiers des effectifs (213 salariés) et 47 magasins (39 succursales et 8 corners) sur les 120 points de vente de l'enseigne....

UNE PLUIE RECORD DE DIVIDENDES EN 2023

C'est presque devenu un rituel : chaque année les sommes versées aux actionnaires du CAC 40 enregistrent un nouveau record. La hausse enregistrée ces dernières années est vertigineuse. En 2023, les actionnaires des 40 sociétés de l'indice boursier star ont touché près de **100 milliards d'euros**, soit plus du double du montant moyen du début de la dernière décennie.

Rien que sur un an, la hausse est de 21 % par rapport à 2022, un cru qui était déjà supérieur de 19 % à celui de 2021 ! TotalEnergies (18,4 milliards), BNP Paribas (9,7 milliards) et LVMH (7,5 milliards) sont ainsi à l'origine de 31 % du montant total versé. Il est impératif de mettre en cause la domination du capital sur l'ensemble de la société. La question centrale est donc bien celle de la propriété privée des grands moyens de production et d'échange, leur appropriation, comme celle du pouvoir d'État, par les travailleurs salariés en tant que classe.

Alstom Belfort, spécialisé dans la construction de locomotives en grève.

Une grève reconduite ce 10 janvier pour protester contre la suppression de 11 jours de RTT.

La raison invoquée par la direction est celle de la compétitivité,

L'intersyndicale CGT, CFDT, CFE-CSG a donc appelé à une grève le mardi 9 janvier qui a ensuite été reconduite pour le lendemain suite au vote des salariés en assemblée générale. L'intersyndicale s'oppose à la suppression des 11 jours de RTT. Une attaque durement ressentie alors que les conditions de travail à Alstom sont déjà difficiles comme les restrictions pour l'économie de l'énergie ou l'on travaille avec des températures froides sous prétexte de restrictions budgétaires...

Face à des conditions de travail qui se dégradent, à un patronat qui cherche à faire payer les travailleurs au nom de la « compétitivité », Une seule voie à suivre : celle de la grève.

UN DURCISSEMENT DU MOUVEMENT À LA MAINTENANCE TGV

Mardi, les cinq principaux technicentres TGV étaient à l'arrêt à la suite d'un débrayage important des cheminots, ils envisagent un durcissement du mouvement dans les prochaines semaines. A l'origine de la colère, la question des salaires qui ne permettent pas de faire face à l'inflation les négociations de NAO n'ont accordé que 1,8% d'augmentation, alors de l'entreprise a fait 2,4 milliards de bénéfices.

3 fois plus de bénéfices et moins d'intéressement cette année que l'an passé.

Les cheminots réclame une hausse des salaires à hauteur de 400€ .

Les conditions de travail difficiles de la maintenance se sont également dégradées depuis quelques années, continuellement en sous-effectif.

Déterminés à aller jusqu'au bout

Alors que les prix continuent de grimper, la préoccupation des salaires est largement partagée à la SNCF, mais aussi par l'ensemble du monde du travail en général. A quelques mois des jeux olympiques, le rôle essentiel des travailleurs des transports et leur importante force de frappe peut être l'occasion d'un mouvement plus large. **Se battre tous ensemble fait son chemin !**

Monde

ALLEMAGNE : MÉCONTENTEMENT SOCIAL

Avec la grève des cheminots qui paralysent le pays et les actions des agriculteurs qui défient le pouvoir, le mécontentement social en Allemagne prend un tour revendicatif inédit dans ce pays désigné comme le champion de la collaboration de classe. La réalité bouscule les clichés, elle a le visage d'une crise économique largement induite par les conséquences de la guerre en Ukraine qui a conduit à une envolée des prix de l'énergie. La situation est encore plus tendue avec les agriculteurs. Chaque jour, ils bloquent des routes et des centres-villes pour protester contre la suppression d'une subvention sur le diesel agricole. La semaine dernière, la situation a dégénéré. Des agriculteurs ont attaqué un ferry sur lequel se trouvait le ministre de l'Économie, l'obligeant à reprendre la mer. Une action violente inédite en Allemagne dans ce genre de conflits.

ARGENTINE : Contre les réformes de Milei, la principale centrale syndicale appelle à une grève générale le 24 janvier

Cela n'a pas traîné, dès après l'annonce des mesures drastiques et anti-populaires du nouveau Président argentin, il doit faire face à une grève générale et cela un mois et demi seulement après son arrivée au pouvoir.

Ainsi, Hector Daer, secrétaire général de la CGT – principale centrale syndicale d'Argentine, qui revendique 7 millions d'affiliés – a annoncé, jeudi 28 décembre en conférence de presse, une grève générale pour protester contre les premiers décrets et projets de loi de la présidence du nouveau président, Javier Milei.

ANGLETERRE :

Mardi 9 janvier s'est achevée une nouvelle grève sans succès des internes en médecine britanniques, la plus longue de l'histoire du système de santé public (NHS). Ils réclament toujours une revalorisation de 35 % de leur salaire, qui aurait baissé d'un quart depuis 2008, alors que l'hôpital public traverse une grave crise. En Angleterre, comme en France, les exigences des capitalistes entraînent une baisse des moyens pour la santé publique. Les conséquences, ce sont moins d'accès aux soins pour les plus travailleurs et en particulier les plus pauvres et une paupérisation de nombreuses professions de santé. Décidément la capitalisme a le même visage hideux avec ou sans brexit!

PALESTINE : Pour un cessez le feu immédiat et définitif au proche Orient Pour un soutien aux universités de Gaza

Le pouvoir voulait faire taire les Universités par la répression pour les empêcher d'exprimer la solidarité au peuple palestinien. Pourtant de plus en plus de voix s'élèvent pour condamner l'action du pouvoir colonial israélien et exiger l'arrêt du massacre du peuple palestinien. Ainsi, à Sorbonne Université les syndicats CGT, SUD, FSU et FO appellent ensemble à : " *un cessez le feu immédiat et définitif au proche Orient [et] Pour un soutien aux universités de Gaza*"

AIDEZ NOUS, SOUSCRIPTION NATIONALE

Nous ne disposons d'aucun financement officiel, ni d'aucune autre ressource que celle que nous procurent les dons de nos adhérents, de nos sympathisants, de nos amis.

Nous savons que nous pouvons compter sur vous.

Souscrivez et faites souscrire autour de vous

Chèques libellés à : Parti Révolutionnaire COMMUNISTES envoyer à :

Communistes 27, boulevard Saint Martin 75003 Paris (attention au changement d'adresse)

Vos dons pourront être déclarés aux impôts pour obtenir un dégrèvement

